

Pour publication immédiate

Also available in English

PRIX POUR LES DROITS HUMAINS : HONNEURS À DES ACTIVISTES CARAÏBES ET CANADIENS DU DOMAINE DU VIH/SIDA

Des lauréats défenseurs des communautés marginalisées

Toronto, 9 juin 2011 — Aujourd'hui, le Réseau juridique canadien VIH/sida et Human Rights Watch décerneront conjointement leurs **Prix 2011 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains**. Le prix international va à la coalition Caribbean Vulnerable Communities (CVC) et à son regretté cofondateur, feu D^r Robert Carr. Le prix canadien souligne pour sa part l'œuvre de 20 années de plaidoyer pour les personnes incarcérées, par le Réseau d'action et de soutien des prisonniers et prisonnières vivant avec le VIH/sida.

Les prix, décernés annuellement depuis 2002, soulignent les contributions exceptionnelles d'individus et d'organismes à la protection des droits humains et de la dignité des personnes vivant avec le VIH/sida et autrement affectées. Les prix de cette année seront remis lors d'une cérémonie publique, à Toronto, dans le cadre du Symposium sur le VIH, le droit et les droits de la personne (www.aidslaw.ca/lesymposium) du Réseau juridique. Après la cérémonie, une conférence publique sera prononcée par Alan Young, avocat dans l'affaire *Bedford c. Canada*, une contestation judiciaire des lois du Canada relatives à la prostitution qui sont préjudiciables aux travailleuses et travailleurs sexuels.

Au début de mai, le décès du D^r Carr a mis fin abruptement à une brillante carrière consacrée aux plus vulnérables au VIH, rappellent le Réseau juridique et Human Rights Watch. Heureusement, la coalition Caribbean Vulnerable Communities (CVC), qu'il a cofondée en 2004, poursuit son travail vital aux quatre coins de la Caraïbe.

CVC est une coalition de leaders communautaires et d'organismes non gouvernementaux qui fournissent des services directs aux populations caraïbes particulièrement vulnérables au VIH ou souvent ignorées dans l'accès aux traitements et aux programmes de soins de santé (comme les femmes et les filles, les travailleuses et travailleurs sexuels, les personnes GLBT et les personnes qui font usage de drogue), et qui défendent leurs intérêts.

« Dans un milieu social, culturel et politique hostile et souvent violent, CVC travaille à ce que les personnes les plus vulnérables de notre région ne soient pas sans voix et invisibles », a affirmé Ian McKnight, directeur général de l'organisme. « Ce prix est

un honneur, une reconnaissance des efforts inlassables du D^r Carr, et une motivation pour s'occuper de ce qui reste à accomplir. »

Au Canada, le Réseau d'action et de soutien des prisonniers et prisonnières vivant avec le VIH/sida (PASAN) défend depuis longtemps l'un des groupes les plus marginalisés : les personnes incarcérées. Fondé en 1991, il se voulait une réponse communautaire à la crise du sida dans le système carcéral canadien.

PASAN fournit des services d'éducation à la prévention et de soutien en matière de VIH/sida et d'hépatite C à des détenus, des ex-détenus, des jeunes en détention et leurs familles. Il compte plus de 600 clients. Il a publié d'importants ouvrages, notamment une étude marquante sur les femmes et le VIH/sida en prison.

« Les droits des détenus au Canada sont de plus en plus menacés, et nous nous attendons malheureusement à ce que cela empire », déplore Anne Marie DiCenso, directrice générale de PASAN. « Dans un tel contexte, notre travail est plus crucial que jamais. »

Dans un énoncé conjoint, la directrice du plaidoyer sur la santé et les droits humains de Human Rights Watch, Rebecca Schleifer, et le directeur général du Réseau juridique, Richard Elliott, ont exprimé leur admiration et leur gratitude aux lauréats de 2011, pour leurs contributions aux droits, à la santé et à la dignité des plus vulnérables.

« Trop souvent, des violations répandues des droits humains alimentent l'épidémie du VIH et entravent l'accès à des informations, des soins et des traitements essentiels », ont-ils noté. « Il est dans l'intérêt de la société mondiale que CVC et PASAN continuent leur important travail de plaidoyer pour la santé et les droits humains de tous. »

– 30 –

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre depuis 1992 à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Il est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Au sujet de Human Rights Watch

Human Rights Watch (www.hrw.org) est un organisme indépendant et chef de file mondial de la défense et de la protection des droits humains. En attirant une attention internationale sur des violations de droits humains, nous donnons une voix aux opprimés et tenons les oppresseurs responsables de leurs crimes. Nos enquêtes rigoureuses et objectives et notre plaidoyer stratégique et ciblé créent d'intenses pressions pour l'action et font connaître le coût des violations de droits humains. Depuis 30 ans, Human Rights Watch travaille avec ténacité à établir les fondements juridiques et moraux d'un profond changement social, et lutte pour la justice et la sécurité de par le monde.

Pour plus d'information, y compris des profils biographiques, ou pour planifier une entrevue :

Janet Butler-McPhee, directrice des communications, Réseau juridique canadien VIH/sida, (416) 595-1666 (poste 228); (416) 268-2549 (cellulaire);
jbutler@aidslaw.ca

Joe Amon, Human Rights Watch, (212) 216-1286; (917) 519-8930 (cellulaire)

Rebecca Schleifer, Human Rights Watch, (212) 216-1273; (917) 349-7177 (cellulaire)